



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Réponses et prise en compte de l'avis de l'autorité environnementale concernant le programme du Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture (FEAMPA) 2021-2027

La présente note vise à répondre à chacun des commentaires émis par l'autorité environnementale sur le programme FEAMPA dans sa décision n°2021-22 du 9 juin 2021.

1. L'autorité environnementale recommande de rappeler :

- *Les principales orientations du projet de règlement du FEAMPA, en particulier en ce qui concerne la protection de l'environnement, de la biodiversité et du climat*
- *Les documents de mise en œuvre en vigueur, ainsi que leurs principales évolutions attendues.*

Ces éléments ont été indiqués dans la note d'accompagnement de la PPVE, il convient donc de s'y reporter (partie 1, e et f).

2. L'autorité environnementale recommande de rappeler les modalités de validation du programme opérationnel et les étapes de la procédure d'ici à cette validation.

Ces éléments ont été indiqués dans la note d'accompagnement de la PPVE, il convient donc de s'y reporter (partie 1, g).

3. L'autorité environnementale recommande de compléter le dossier par un document de synthèse :

- *Explicitant le raisonnement permettant de comprendre le lien entre la stratégie, l'analyse « atouts, faiblesses, opportunités, menaces » et les objectifs et types d'intervention finalement retenus ;*
- *Présentant les présentant les maquettes comparées les maquettes comparées du PO du Feamp et du Feampa en indiquant les raisons indiquant les raisons des principales évolutions, notamment en lien avec les consultations conduites, ainsi des principales évolutions, notamment en lien avec les consultations conduites, ainsi que les que les financements prévus par la réserve d'ajustement au Brexit et le plan de relance.*

Ces éléments ont été indiqués dans la note d'accompagnement de la PPVE, il convient donc de s'y reporter (parties 1, a et h et 2).

4. Pour la complète information du public, l'autorité environnementale recommande de présenter les principales orientations des plans d'actions des régions ultrapériphériques.

Conformément à l'article 35 du règlement FEAMPA, il appartient aux Etats membres d'élaborer, dans le cadre de leur programme opérationnel, un plan d'action pour chacune de leurs régions ultrapériphériques (RUP) développant la stratégie pour l'exploitation durable des ressources

halieutiques et le développement des secteurs de l'économie bleue durable qu'elles poursuivront pour la programmation 2021-2027.

A cette fin, les RUP françaises (Martinique, Guadeloupe, Saint-Martin, Guyane, La Réunion, Mayotte), au terme d'une longue période de concertation entre les différentes parties prenantes, ont déterminé les principales actions et orientations qui seront soutenues par le FEAMPA.

Ainsi, le soutien structurel au secteur de la pêche et de l'aquaculture s'inscrit dans un contexte spécifique qui nécessite une approche différenciée des territoires ultramarins au regard notamment de la prédominance de la pêche côtière artisanale, de la typologie des marchés tournés majoritairement vers le local ainsi que d'une organisation spécifique de la filière, aussi bien au niveau des équipements (nombreux petits ports, absence de hall à marées et de criées) que de la filière (absence d'organisation de producteurs). Les priorités découlent donc de ces spécificités et les plans d'action visent notamment à accompagner l'amélioration des conditions de travail, la sécurité des navires et des marins-pêcheurs, le développement et la structuration des filières en lien avec les stratégies nationales (exemple du plan stratégique national pour le développement durable de l'aquaculture), la promotion de la recherche et de l'innovation ou encore des actions de formation, de promotion des métiers et des produits de la pêche et de l'aquaculture.

La compensation des surcoûts vise à alléger les handicaps structurels et les contraintes spécifiques des régions ultrapériphériques au regard de leur éloignement géographique, de leur insularité, de leur faible superficie ou encore de leur vulnérabilité climatique. Ces contraintes engendrent ainsi un déficit d'accessibilité et de fait, un surcoût des produits (ex : appâts, carburant, glace pour cale à poissons) et services (ex : frais bancaires, services de conseil) ainsi que de nombreux frais de stockage.

La collecte de données biologiques et économiques permettant d'améliorer notablement la connaissance de l'état de la ressource halieutique est également une priorité pour l'ensemble des RUP afin d'améliorer la gestion durable de la ressource et d'accompagner les acteurs vers une structuration équilibrée des filières. L'amélioration des connaissances de la ressource halieutique doit également concourir à l'évaluation objective de l'équilibre entre la capacité de pêche et la ressource et ainsi permettre, pour les segments à l'équilibre, la mise en place de régimes d'aide visant à moderniser et sécuriser la flotte de pêche artisanale et côtière.

Au regard des spécificités des territoires, le développement local porté par les acteurs locaux (DLAL) ressort également comme un enjeu majeur, porté par les territoires. La mise en réseau des acteurs au travers d'une structure collective en vue de favoriser des ambitions et synergies communes inter-fonds doit également participer au développement des autres volets de l'économie bleue durable.

5. Pour la complète information du public, l'autorité environnementale recommande de décrire l'état d'avancement et le contenu du plan stratégique national pluriannuel de développement aquacole. Elle recommande par ailleurs de le soumettre à évaluation environnementale, en conformité avec la directive « plans programmes ».

La stratégie nationale aquacole est en train d'être finalisée : elle comporte une note de couverture définissant l'ambition politique et les axes de développement pour les filières, et 8 fiches actions thématiques, avec des mesures prévues pour s'échelonner de 2022 à 2027, la majorité d'entre elles faisant écho au programme opérationnel FEAMPA car finançables par ce Fonds.

La stratégie sera envoyée à la Commission européenne en même temps que le programme FEAMPA.

La stratégie nationale aquacole reprend les principaux objectifs et les actions prévus par le programme FEAMPA, elle a donc indirectement d'ores et déjà été revue par l'évaluateur et l'Ae dans le cadre de

l'évaluation actuelle. D'autres actions prévues dans le cadre de la stratégie nationale aquacole relèvent des plans de filières piscicole et conchylicole (documents réalisés par les structures professionnelles).

6. L'autorité environnementale recommande de préciser les modalités de sélection des projets par le Feamp, accompagnées d'un retour d'expérience et d'indiquer de quelle façon (appel à projets, guichet, critères de sélection...) les différentes actions ont vocation à être financées.

Les modalités de sélection des projets sont en effet un des moyens de valoriser les effets positifs du programme sur l'environnement (par exemple, en attribuant un avantage à des projets en aquaculture biologiques, etc.). Réglementairement, les critères de sélection doivent être adoptés après la validation du programme. Par ailleurs, les règlements européens n'ont pas encore été définitivement adoptés et ces critères découleront aussi des remarques et de la validation du programme par la Commission européenne. C'est pourquoi, l'Etat et les régions (pour les objectifs stratégiques dont elles ont la gestion) vont les élaborer lors de la mise en place du cadre opérationnel, c'est-à-dire à partir de l'automne 2021. Ces critères de sélection seront validés par le comité national de suivi (CNS), après l'approbation du programme par la Commission, durant le premier trimestre 2022. Il est à noter que parmi les membres du CNS figurent des organismes scientifiques et des associations intervenant dans le domaine environnemental qui pourront alors exprimer leur avis sur les critères et leur pertinence vis-à-vis des objectifs climatiques et environnementaux. En tout état de cause, ces critères de sélection seront conformes au programme et concorderont avec la stratégie présentée dans le programme.

7. L'autorité environnementale recommande de compléter l'évaluation environnementale par l'explicitation des choix, déjà faits ou à préciser, puis par les réponses à toutes les questions soulevées et recommandations formulées par l'évaluation environnementale, en particulier lorsque le programme opérationnel pourrait prévoir le financement des actions susceptibles de présenter des incidences environnementales négatives.

Les principales recommandations de l'ESE sont reprises dans l'avis de l'Ae. Par conséquent, le présent document, pris dans son ensemble, permet d'y apporter des éléments d'explication. La PPVE sera par ailleurs l'occasion d'apporter les amendements jugés utiles à cet égard avant soumission du programme à la Commission.

Sur la principale recommandation visant à limiter les potentielles incidences négatives du programme, il convient de préciser que sur le principe, les conditions d'accès aux aides du programme garantissent la limitation d'incidences environnementales négatives, puisque tous les dossiers qui arrivent à l'instruction sur mesures régionales doivent respecter la réglementation européenne en matière de pêche et d'aquaculture et nationale en ce qui concerne les obligations des entreprises, y compris par exemple les questions d'atteinte à l'environnement (ICPE, respecte des règles de la PCP, etc...). Ces points sont d'ailleurs contrôlés lors des plans annuels de visite sur place par les services instructeurs.

Si la question porte sur des sujets allant au-delà de la réglementation, chaque Région pourra décider d'orienter ses aides par des critères de sélection supplémentaires afin de pousser les questions de développement durable et de transition écologique et énergétique. Ces choix seront explicités dans les stratégies régionales et les documents de mise en œuvre qui seront soumis à l'approbation du partenariat à l'échelle régionale et nationale. A noter que les politiques régionales en faveur de l'aménagement de l'environnement ou de l'économie peuvent aussi intervenir de manière complémentaires sur ces sujets. Bien souvent ces orientations sont décrites dans les SRADDET régionaux, stratégie intégratrice à l'échelle régionale qui est complémentaire aux DSF. Des règles spécifiques peuvent être prises dans ces stratégies, validées par le Préfet, qui peuvent aller plus loin que la réglementation (artificialisation et foncier, soutien public aux collectivités et mises aux normes de l'assainissement, fonds vert pour financer des actions de biodiversité...)

- 8. L'autorité environnementale recommande d'approfondir l'analyse de chaque document stratégique de façade (DSF) pour en faire ressortir les besoins de financements par le Feampa, les actions socioéconomiques et environnementales, prioritaires ou spécifiques à certaines façades, en particulier les actions pour lesquelles plusieurs objectifs du Feampa pourraient être mobilisés.**

Le financement des plans d'actions des DSF fait bien partie des cibles prioritaires du FEAMPA au travers de l'objectif affiché de financement de la mise en œuvre des directives environnementales de l'Union européenne (Directive Cadre Stratégie pour le Milieu Marin, Directive Cadre pour la Planification de l'Espace Maritime, Directive Oiseaux, Directive Habitat-Faune-Flore...). Pour le volet environnemental des plans d'actions des DSF (correspondant au plan de mesure (PDM2) DCSMM), actuellement à la consultation du public et des instances, une maquette financière a été établie afin de s'assurer de l'opérationnalité des plans d'action. La maquette financière présente une estimation du coût à l'échelle de chaque sous-action (197 sous-actions dans le PDM2), les financements potentiels associés à chacune d'entre elle (dont le FEAMPA), et une clé de répartition indicative des financements. Cette maquette constitue un document de travail interne permettant de flécher les financements mais n'est pas pour autant un document de programmation. Cette maquette financière a été présentée aux Comités Nationaux de Pilotage des directives sur les milieux marins de décembre 2020 et de mars 2021. Ces pré-fléchages figurent dans les plans d'actions actuellement à la consultation du public et des instances sur merlittoral2030.gouv.fr. Ce travail encore provisoire ne pourra toutefois être stabilisé qu'après prise en compte des retours du public et des instances. A ce moment-là il sera possible de cibler les sous-actions sur lesquelles mobiliser prioritairement du FEAMPA.

- 9. En complément de la recommandation du § 1.3.1 concernant l'articulation du Feampa avec la « Brexit adjustment reserve » et le plan de relance, l'autorité environnementale recommande d'indiquer les mesures et les montants des autres fonds susceptibles d'abonder les différents objectifs spécifiques.**

Les montants de contribution des autres fonds aux objectifs globaux de l'Union sont indiqués dans l'accord de partenariat des autorités françaises. En particulier, la priorité n°2 de cet accord de partenariat est intitulée « Une Europe plus verte et à faible émission de carbone par l'encouragement d'une transition énergétique propre et équitable, des investissements verts et bleus, de l'économie circulaire, de l'adaptation au changement climatique, de la prévention et de la gestion des risques ». Ses objectifs sont l'accompagnement de la transition énergétique, l'amélioration de la qualité des eaux et la préservation de la biodiversité, la mise en place de réductions des déchets résiduels entre autres. Le FEAMPA et le FEDER financeront des projets afin de contribuer à cette priorité. Concernant les enveloppes consacrées à cette priorité, le FEDER y consacrera 3 296 040 889 € sur une enveloppe globale de 9 070 386 211 € et le FEAMPA, 507 660 846 € (pour une enveloppe globale de 567 135 526 €).

- 10. L'autorité environnementale recommande de rappeler les interdictions de pêche ou de commercialisation des coquillages en vigueur pour des raisons de contamination chimique ou microbiologique ainsi que leur évolution au cours des dernières années.**

La qualité des eaux littorales est essentielle pour les activités de pêche et d'aquaculture. C'est le préfet de département qui a la compétence pour prendre des arrêtés de fermeture de zones de production et/ou d'interdiction de pêche et de commercialisation.

Il n'y a pas de publication de bilans annuels des fermetures de zones. Cependant, les données sont accessibles sur le site de l'atlas des zones de production de coquillages (<http://www.atlas-sanitaire-coquillages.fr/>). Cet atlas présente l'ensemble des zones professionnelles françaises de production et

de reparcage de coquillages ainsi que leurs classements et statuts sanitaires. Les classements sanitaires sont établis par des arrêtés préfectoraux de classement, fournis par les Directions Départementales des Territoires et de la Mer.

Lien direct vers le tableau : http://www.atlas-sanitaire-coquillages.fr/sites/default/files/export-data/statut_historique.xlsx.

11. L'autorité environnementale recommande d'expliciter :

- ***Les types d'intervention ou d'actions nouvelles dans le Feampa, ainsi que ceux, désormais fermés, que soutenait le Feamp***
- ***Les raisons qui ont conduit aux principales évolutions de la maquette financière, en particulier entre novembre 2020 et février 2021, mais aussi en référence à la maquette du Feamp et à sa programmation effective en 2021***

Les mesures du FEAMP disparaissent au profit des « types d'action » du FEAMPA. Ces derniers ont vocation à décrire de façon englobante l'intervention du fonds, et permettre de développer des projets plus intégrées et structurants répondant à plusieurs objectifs, notamment en matière de soutien aux entreprises. De telle façon qu'il n'est pas aisé d'établir un parallèle strict et de raisonner en termes de fermeture et d'ouverture de mesures. Par ailleurs de nouvelles actions pourront être financées via le FEAMPA comme par exemple l'installation des jeunes aquaculteurs, ou les projets dédiés au traitement des déchets issus de la pêche et de l'aquaculture. Les éléments d'évolution entre les deux programmations et celle de la maquette FEAMPA sont explicités dans la note d'accompagnement de la PPVE, il convient donc de s'y reporter (partie 1, h).

12. L'autorité environnementale recommande de préciser pour l'ensemble des sites Natura 2000 les engagements du programme opérationnel à leur bénéfice et de démontrer l'absence d'incidences significatives des interventions qu'il soutiendra. L'autorité environnementale recommande d'inclure un indicateur de suivi et un calendrier des analyses des risques de pêche et de définir, pour cette des indicateurs de résultat en référence au bon état écologique.

Comme dans la programmation actuelle du FEAMP, il est bien prévu un financement de la mise en œuvre des directives Nature (DHFF/DO) et notamment de l'élaboration des documents d'objectifs des sites Natura 2000 n'en disposant pas encore mais aussi des actions prévues dans les contrats Natura 2000 (dans l'OS 1.6). Par ailleurs, les DSF en cours de finalisation prévoient la réalisation de l'ensemble des analyses risque pêche (ARP espèces et habitats) avant la fin de l'année 2026 et la prise des mesures découlant de ces analyses au plus tard en 2027. La maquette financière évoquée au point 8 flèche bien un financement FEAMPA pour la réalisation de toutes ces actions.

13. L'autorité environnementale recommande de présenter dans le PO, puis à l'occasion du suivi de sa mise en œuvre, les exemples de bonnes pratiques environnementales retenues pour les différents types d'intervention et d'actions de soutien aux investissements. L'autorité environnementale recommande par ailleurs de définir pour chaque type, des indicateurs de résultat environnemental permettant d'en comparer les effets.

Il est à noter que la version du programme soumise à l'autorité environnementale n'avait pas pu être complétée des indicateurs et cibles du soutien. C'est chose faite désormais et la dernière version du programme soumise à la PPVE indique les indicateurs retenus pour l'ensemble des actions, dont celles portant sur la biodiversité et l'environnement. Ils portent sur des données de mise en œuvre qui ont été jugées plus faciles à collecter et à suivre mais aussi plus pertinents pour évaluer l'impact du financement des actions concrètes. Par exemple, l'indicateur relatif au nombre d'« entités améliorant

l'efficacité des ressources dans la production et/ou les process » permettra de mesurer le nombre d'entreprises qui auront porté des projets en matière de réduction de leurs émissions de CO2 par exemple.

Le système d'indicateurs est conçu comme un outil de monitoring. Il devra être complété par des évaluations pour cerner les effets plus précis des projets financés.

14. L'autorité environnementale recommande de retenir des priorités, des modalités d'engagement et de mise en œuvre cohérentes, sur chaque façade maritime, avec les objectifs socioéconomiques et environnementaux des documents stratégiques de façade.

La déclinaison des objectifs socioéconomiques et environnementaux des DSF seront effectués dans les documents de déclinaison opérationnel des régions, notamment à travers les critères de sélection et d'éligibilité.

15. L'autorité environnementale recommande de compléter l'évaluation environnementale par un calcul de la contribution du Feampa au climat et à la protection de l'environnement conforme à l'annexe IV du règlement.

La dernière version du projet de règlement FEAMPA indique, dans son annexe IV, les coefficients suivants :

TYPE D'INTERVENTION	Coefficient climatique	Coefficient environnemental
Réduction des effets négatifs et/ou contribution aux effets positifs sur l'environnement et contribution à un bon état écologique	100%	100%
Promotion de conditions propices à la viabilité économique, la compétitivité et l'attractivité des secteurs de la pêche, de l'aquaculture et de la transformation	40%	40%
Contribution à la neutralité climatique	100%	100%
Arrêt temporaire des activités de pêche	100%	100%
Arrêt définitif des activités de pêche	100%	100%

Par conséquent, 254 290 920 € seront dédiés aux objectifs climatiques et à ceux portant sur l'environnement, les taux de coefficient étant identiques, soit environ 47,5% de la maquette FEAMPA.

16. L'autorité environnementale recommande de définir un dispositif d'indicateurs qui permette de traduire les effets réels sur le climat, la biodiversité et l'environnement des soutiens apportés par le Feampa.

Les expériences successives de mise en œuvre des programmes FEAMP ont démontré la difficulté de collecter au niveau des projets des indicateurs de résultats démontrant les effets type volume de production, émission de CO2, etc. Les effets de la subvention se mesurent en effet en général un certain temps après la mise en œuvre des projets et les indicateurs étant renseignés de façon déclarative par les bénéficiaires, les erreurs sont nombreuses dans la collecte de données.

Le partenariat a donc fait le choix pour le FEAMPA de retenir des indicateurs portant sur des données de mise en œuvre et de développement des moyens davantage que sur les effets attendus car ils paraissent plus pertinents et sont plus faciles à suivre et à collecter. Un plan d'évaluation du FEAMPA sera élaboré conformément aux dispositions du règlement, et devra permettre d'analyser plus

finement les résultats du programme et tenter de mesurer les effets réels sur le climat, la biodiversité et l'environnement, de tout ou partie des projets soutenus.

17. L'autorité environnementale recommande de renforcer significativement, en référence à l'ambition pour l'environnement et surtout pour le climat du PO afin de viser les objectifs rappelés dans le considérant (15) du projet de règlement (30 % en matière de climat, 7,5 % en 2024 et 10 % en 2026 et 2027 en matière de biodiversité).

Le montant total de l'enveloppe des types d'action soutenant les objectifs liés au climat est de 254 290 920 €, soit 47,5% de l'enveloppe globale. Ainsi, les ambitions du programme liées au climat vont bien au-delà des obligations réglementaires et le taux de 30% est bien respecté. Concernant la biodiversité, en considérant que sa protection est assurée par les actions suivantes : les partenariats scientifiques-pêcheurs, les arrêts temporaires et définitifs, l'ensemble de l'OS 1.6 portant sur la biodiversité et l'acquisition de connaissances de l'OS 4.1, le montant total de ces types d'action est de 46 220 957 € pour la programmation de 7 ans, soit 6 602 993,85 € par an ce qui correspond à 8% de la maquette annuelle. Il n'est en effet pas possible de prévoir le montant exact des projets pour une année précise à l'avance. Par ailleurs, d'autres types d'action comme la collecte de données ou encore les contrôles mais aussi les investissements pour la sélectivité permettent aussi de contribuer aux objectifs en matière de biodiversité. Ainsi, le taux annuel s'élèverait à 30% et respecterait le considérant 15.

18. L'autorité environnementale recommande de compléter le PO par des critères d'éligibilité et de conditionnalité environnementale selon les recommandations formulées par l'évaluateur, notamment pour le développement de l'aquaculture. L'autorité environnementale recommande d'inclure, dans les critères d'éligibilité et conditionnalité au développement de l'aquaculture, des objectifs sur l'origine et le type d'intrants utilisés.

En termes d'aide à l'investissement, les critères de sélection seront définis par les Régions. Aujourd'hui, les Régions envisagent de mettre en place des critères de sélection, des modulations de taux d'intensité d'aide ou des bonus pour des projets à vocation ou ayant un intérêt environnemental, afin de favoriser des projets qui ont un impact positif sur l'environnement, les conditions sanitaires et le bien-être animal plus largement (par exemple : des investissements dans des infrastructures vertes, des systèmes de phytoépuration pour traiter rejets, des recours à l'énergie renouvelable, des démarches RSE, des systèmes recirculés et d'économie d'eau, de l'économie circulaire et de la valorisation des co-produits et déchets...). A ce stade, il n'y a pas de réflexions particulières sur l'enjeu spécifique des intrants en pisciculture mais il s'agit typiquement d'un axe s'intégrant plus globalement dans les réflexions générales sur les critères de sélection.

Par ailleurs, la mise en place de conditionnalités des aides n'est pas la seule méthode afin de s'assurer d'une évolution du secteur sur ce type de problématique. Ce sujet sera traité par le biais de l'innovation, notamment celui de l'alimentation animale, car les pisciculteurs souhaitent en faire un axe de R&D dans un souci d'amélioration de la résilience des entreprises et de leur performance environnementale.

19. L'autorité environnementale recommande de fixer comme priorité la connaissance des stocks de poissons sur le prochain cycle des DSF, notamment pour la Méditerranée et

d'identifier un financement à cette fin dans le programme opérationnel. L'autorité environnementale recommande de prévoir explicitement des financements pour l'évaluation de l'état écologique des fonds marins et des espèces fourrages.

Le FEAMPA permet de soutenir la collecte de données biologiques, environnementales, techniques et socio-économiques, dans le cadre du futur règlement EU-MAP qui définira les exigences réglementaires. Une enveloppe de 85M€ d'aides FEAMP (donc 121M€ de financements publics) sera dédiée à la collecte de données réglementaire pour la connaissance des stocks halieutiques et des impacts de la pêche (soit 20M€ de financements publics par an - contre 15M€ sur la programmation précédente). Les indicateurs DCSMM sur le bon état écologique se basent en partie sur les données environnementales collectées dans le cadre de l'EU-MAP, néanmoins cette collecte de données environnementales se fait de façon concomitante à celle sur les données sur les stocks halieutiques (par exemple, les campagnes océanographiques contribuent à collecter les deux types de données, de même que les embarquements d'observateurs en mer qui permettent à la fois d'observer les captures accidentelles, les indices de présence d'environnement marin vulnérable et les compositions de captures de poissons).

Des obligations de collecte de données rentreront en œuvre dès 2022, en particulier sur les indicateurs environnementaux (élargissement de l'obligation de collecte de données sur les environnements marins vulnérables, obligation d'une collecte de données sur les captures accidentelles d'oiseaux, de mammifères et de reptiles, échantillonnage des contenus stomacaux pour améliorer la connaissance sur la chaîne trophique, estimation des captures et collecte de données biologiques pour la pêche récréative...).

Un effort conséquent sera mis en œuvre pour améliorer les connaissances des stocks dans les RUP - un projet pilote est d'ores et déjà lancé sur l'ensemble des RUP, et s'il est concluant, pourra être ajouté à la collecte récurrente. La collecte de données pour la Corse est également intégrée depuis 2020 dans le plan de travail national encadrant la collecte de données. Pour la Méditerranée, une analyse des stocks pour lesquels une évaluation de leur état peut être fournie est en cours au niveau français. A la suite de cette analyse, pourront être proposées des actions pour collecter les données manquantes sur les stocks non évalués, ces actions pourront être intégrées dans le plan de collecte financé par le FEAMPA, mais ne sont pas définies à ce stade. La collecte de données étant portée par des partenaires nationaux, il est difficile d'identifier des financements spécifiques par zone.

Des actions complémentaires de connaissance pourront également être mises en place via les partenariats scientifiques-pêcheurs - OS1.1, notamment sur les stocks fourrages.

20. L'autorité environnementale recommande d'inclure des actions pour mettre en œuvre l'obligation de débarquement d'ici à l'échéance du Feampa de fixer un objectif quantifié de réduction des volumes des captures accessoires et accidentelles et de conditionner les financements de l'objectif spécifique 1.1 à l'atteinte de ces objectifs. Au regard de la forte augmentation des captures accidentelles et des échouages, en particulier dans le Golfe de Gascogne, l'autorité environnementale recommande de définir une enveloppe spécifique et, dès à des critères de conditionnalité pour l'ensemble des actions ayant vocation à être soutenues favorisant la préservation de la faune aquatique (mammifères, tortues) et plus généralement le bon état écologique du milieu marin.

Il existe bien une condition d'éligibilité (art. 11 du projet de règlement FEAMPA) qui rend inéligible tout porteur de projet ayant commis une infraction grave selon les conditions déterminées par un règlement délégué (le règlement n°2015/288 pour le FEAMP). Ainsi, par exemple, si un porteur de projet n'a pas respecté ses obligations déclaratives et a obtenu un nombre de points de pénalités lui

faisant atteindre un certain seuil, il ne pourra bénéficier des fonds FEAMPA. Par ailleurs, si une telle situation apparaît dans les mêmes conditions dans les 5 ans après le paiement final, le porteur de projet devra rembourser les fonds perçus.

Par ailleurs, la mise en place de conditionnalités des aides n'est pas la seule méthode afin de s'assurer du respect des objectifs en matière d'obligation de débarquement et de lutte contre les captures accidentelles.

Le FEAMPA financera des projets portant sur le contrôle de l'obligation de débarquement et des rejets comme par exemple celui du déploiement de caméras embarquées à bord des navires ou encore un marché formation à destination des professionnels sur le sujet (dans la poursuite du FEAMP actuel).

En outre, dans leurs plans de production et de commercialisation, les organisations de producteurs indiquent, pour environ 70% d'entre elles, mettre en œuvre des mesures afin d'informer et de communiquer sur le respect de l'obligation de débarquement auprès de leurs adhérents.

La réduction des captures accidentelles et accessoires est également un axe majeur des projets d'innovation qui sont actuellement soutenus par la FEAMP et resteront soutenus par le FEAMPA.

Ce sont donc toute une palette d'actions du FEAMPA qui soutiennent la mise en œuvre de l'obligation de débarquement.

21. L'autorité environnementale recommande de prévoir un bonus pour les actions dans les zones de protection forte permettant de réduire les incidences de la pêche en contribuant à la réduction de l'écart au bon état écologique d'un ou plusieurs descripteurs.

Les zones de protection forte sont en cours d'identification et certaines commenceront à être désignées au début de la programmation. Seul un faible nombre d'entre elles seront reconnues officiellement au début de la programmation puisque la procédure débutera. Par ailleurs, augmenter le taux d'intensité dans ces zones mènerait à une baisse du financement dans les autres zones alors que l'objectif de programme est de financer toutes les actions environnementales avec un taux maximum.

22. L'autorité environnementale recommande de préciser, dans l'objectif spécifique 2.1, de quelle façon le plan de progrès relatif à la performance environnementale de l'aquaculture a vocation à être soutenu par le Feampa. Comme pour les actions de recherche et d'innovation, elle recommande d'identifier une enveloppe spécifique pour l'ensemble des actions ayant vocation à être soutenues.

La présentation de la maquette financière est contrainte par le modèle du programme demandé par la Commission européenne. Par conséquent, les enveloppes financières doivent être présentées par objectif spécifique. Il est donc difficile d'identifier de telles enveloppes, et les partenaires du programme souhaitent conserver toutes les marges de manœuvre possible pour permettre une gestion souple de la maquette en cours de programmation. En revanche, le suivi des indicateurs permettra de mesurer la contribution du programme au plan de progrès relatif à la performance environnementale de l'aquaculture. Ainsi, pour l'objectif spécifique consacré à l'aquaculture (OS 2.1), il a été mis en place un indicateur de résultats avec un objectif en termes de nombre d'opérations à financer portant sur des projets avec une performance environnementale. La valeur cible est de 120 projets.